

RÈGLEMENTS DE LA VILLE DE MONT-SAINT-HILAIRE

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE MONT-SAINT-HILAIRE

RÈGLEMENT NUMÉRO 1325

RÈGLEMENT SUR LES NUISANCES

CONSIDÉRANT QUE l'article 59 de la *Loi sur les compétences municipales* permet à toute municipalité d'adopter des règlements relatifs aux nuisances ;

CONSIDÉRANT QUE l'article 85 de la *Loi sur les compétences municipales* permet à toute municipalité d'adopter des règlements pour assurer la paix, l'ordre, le bon gouvernement et le bien-être général de sa population ;

CONSIDÉRANT QU'il est nécessaire de moderniser la réglementation entourant la gestion des nuisances causées par les activités humaines afin d'assurer un milieu de vie harmonieux et agréable pour tous et toutes ;

CONSIDÉRANT QUE l'adoption d'un règlement sur les nuisances ne diminue pas la pertinence de maintenir un dialogue positif et ouvert entre les membres d'un voisinage ;

CONSIDÉRANT QUE le Règlement sur les nuisances sera amené à évoluer dans le cadre d'une révision future de la réglementation municipale qui est prévue afin d'établir un cadre permettant de réaliser des aménagements paysagers en soutien à la biodiversité et de contrôler la dissémination de certaines espèces végétales ayant des impacts négatifs sur la santé humaine ou sur les écosystèmes ;

CONSIDÉRANT QU'un avis de présentation du présent règlement a été donné lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 5 décembre 2022;

CONSIDÉRANT l'adoption du projet de Règlement numéro 1325 lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 5 décembre 2022;

LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

CHAPITRE 1 DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES, ADMINISTRATIVES ET INTERPRÉTATIVES

SECTION 1 DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

ARTICLE 1 Abrogation

Le présent règlement abroge le règlement numéro 1059, intitulé « *Règlement concernant les nuisances et le bruit et abrogeant les règlements numéros 961, 961-1 et 961-2* », tel que modifié par tous ses amendements.

ARTICLE 2 Portée du règlement et territoire assujéti

Le présent règlement, dont les dispositions s'imposent à toutes personnes, s'applique à l'ensemble du territoire de la ville de Mont-Saint-Hilaire.

ARTICLE 3 Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet d'énoncer les règles de vivre-ensemble, en identifiant les comportements ou activités à éviter portant atteinte à la santé publique ou au bien-être général d'une partie ou de toute la collectivité.

ARTICLE 4 Complémentarité avec d'autres règlements ou des lois

Le fait de se conformer au présent règlement ne soustrait pas à l'obligation de se conformer à toute autre loi ou règlement du gouvernement provincial ou fédéral ainsi qu'à tout autre règlement municipal applicable en l'espèce.

SECTION 2 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 5 Administration du règlement

L'administration du présent règlement est confiée au Service de l'aménagement du territoire et de l'environnement, sous la supervision de la direction de ce Service.

ARTICLE 6 Application du règlement

L'application du présent règlement est confiée au « fonctionnaire désigné », ce qui correspond à :

- a) Tout employé du Service de l'aménagement du territoire et de l'environnement (SATE) ; et
- b) Tout agent de la paix de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent.

ARTICLE 7 Pouvoirs du fonctionnaire désigné

Le fonctionnaire désigné peut :

- c) Visiter et examiner toute propriété mobilière ou immobilière pour constater si le présent règlement est respecté. Le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un immeuble doit laisser pénétrer le fonctionnaire désigné ainsi que toute personne qui l'accompagne, et lui permettre de constater si ce règlement est respecté ;
- d) Émettre un avis au propriétaire, au locataire ou à l'occupant, ou à leur mandataire, prescrivant de corriger une situation qui constitue une infraction à ce règlement ;
- e) Délivrer les constats d'infraction dans le cas où une personne refuse ou néglige de faire disparaître une nuisance ;
- f) Recommander au conseil de prendre toute mesure nécessaire pour que cesse une contravention à ce règlement ;
- g) Représenter la municipalité dans les procédures légales si le conseil décide d'engager une poursuite au sujet d'une contravention à ce règlement,

SECTION 3 DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

ARTICLE 8 Interprétation du texte

Le présent règlement doit être interprété selon les principes de la *Loi d'interprétation* (RLRQ, c. I-16) ou toute autre loi qui la remplacerait.

En particulier, le nombre pluriel peut ne s'appliquer qu'à un seul objet si le contexte s'y prête.

ARTICLE 9 Terminologie

À moins d'une indication contraire expresse ou à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions, termes et mots ont le sens et l'application que leur attribue la terminologie du Règlement de zonage en vigueur. Si une expression, un terme ou un mot n'est pas défini spécifiquement, il s'emploie selon le sens qui lui est communément attribué.

Malgré tout, les expressions, termes et mots suivants ont, dans le cadre du présent règlement, le sens qui leur est spécifiquement attribué ci-dessous :

- Broussaille : Végétation touffue et désordonnée composée, de façon non limitative, d'arbustes, de grandes herbes, de ronces, de plantes rabougries, de rameaux et d'épineux.
- Bruit : Un son ou un ensemble de sons, harmonieux ou non, perceptibles par l'ouïe.
- Lumière diffuse : Lumière répartie dans toutes les directions à partir de sa source d'origine, généralement par le biais d'une surface de dispersion semi-opaque.
- Véhicule : Tout véhicule routier, véhicule lourd, véhicule-outil, véhicule hors route, cyclomoteur ou motocyclette, au sens du *Code de la sécurité routière* (RLRQ, chapitre C-24.2), ou de tout code ou toute loi qui le remplacerait.

CHAPITRE 2 NUISANCES POUR UN USAGE RÉSIDENTIEL

SECTION 1 NUISANCES MATÉRIELLES

ARTICLE 10 Véhicules

Constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain :

- a) D'y déposer ou d'y laisser déposer des carcasses de véhicule ou des parties d'un véhicule ;
- b) D'y déposer ou d'y laisser déposer des pièces de carrosserie ou des pièces mécaniques ou électriques d'un véhicule ;
- c) D'y déposer ou d'y laisser déposer des remorques qui ne sont plus en état de servir ;
- d) D'y déposer ou d'y laisser déposer des bateaux ou autres embarcations qui ne se sont plus en état de servir ;
- e) D'y déposer ou d'y laisser déposer des véhicules hors d'état de fonctionner.

ARTICLE 11 Matériaux

Constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain :

- a) D'y déposer ou d'y laisser déposer des pièces de métal et d'alliage ;
- b) D'y déposer ou d'y laisser déposer des matériaux de construction, sauf s'il s'agit de matériaux nécessaires à des travaux autorisés par un permis de construction valide ;
- c) D'y accumuler ou d'y laisser s'accumuler des morceaux de bois, notamment des palettes, des branches ou des souches, à l'exception du bois de chauffage qui doit néanmoins être cordé de manière ordonnée.

ARTICLE 12 Objets divers

Constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain :

- a) D'y accumuler ou d'y laisser s'accumuler des ferrailles, des déchets, des rebuts, des détritiques, des pneus, des outils hors d'état de fonctionner, des cartons, des papiers, des bouteilles vides ou des substances nauséabondes ;

- b) D'y accumuler ou d'y laisser s'accumuler des contenants de tout usage, de toute forme et de toute taille, à part pour les contenants exigés ou autorisés par la réglementation applicable, notamment pour la gestion des matières résiduelles ;
- c) D'y déposer ou d'y laisser déposer des souffleuses, des tracteurs à gazon et autres appareils similaires qui ne se sont plus en état de servir ;
- d) D'y déposer ou d'y laisser déposer des meubles d'extérieur ou d'intérieur, en entier ou en pièces, qui ne sont plus en état de servir ;
- e) D'y déposer ou d'y laisser déposer tout équipement accessoire qui n'est plus en état de servir ;
- f) D'y déposer ou d'y laisser déposer une piscine démontée ou des parties d'une piscine démontée.

SECTION 2 ENTRETIEN DU TERRAIN

ARTICLE 13 Eau et contaminant

Constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain :

- a) D'y permettre la présence d'eau stagnante, notamment dans un étang artificiel ou une piscine peu ou pas entretenue, à l'exception des eaux naturelles dans un milieu humide ;
- b) D'y déverser ou d'y laisser déverser des eaux contaminées, des produits pétroliers ou chimiques ou quelque autre produit de nature fétide, inflammable, dangereuse ou polluante ;
- c) De déverser ou de laisser déverser les eaux d'une piscine dans un cours d'eau.

ARTICLE 14 Aménagement paysager

Constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain :

- a) D'y laisser pousser des végétaux empiétant sur un trottoir ou sur une rue du domaine public de manière à entraver partiellement ou complètement le passage ou la visibilité des usagers du domaine public ;
- b) D'y laisser pousser des végétaux de manière à ce qu'ils endommagent un trottoir ou une rue du domaine public ;
- c) D'y laisser pousser l'herbe à une hauteur supérieure à trente (30) centimètres, mesurée à partir du sol, sauf dans une bande minimale de végétation près d'une rive ;
- d) D'y laisser pousser des broussailles ;
- e) D'y laisser pousser des plantes constituant un risque pour la santé publique, en particulier l'herbe à puce, la berce du Caucase et l'herbe à poux ;
- f) D'y laisser un arbre mort ou dangereux.

ARTICLE 15 Matériaux de remblai prohibés

Constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain d'utiliser les matériaux suivants pour tout remblai :

- a) Déchets, rebuts ou ordures ménagères ;
- b) Béton, asphalte, brique et autres matériaux de construction ou rebuts de démolition ;
- c) Bois sous toutes ses formes.

SECTION 3 NUISANCES SONORES

ARTICLE 16 Limite du terrain

Dans le cadre de l'application de la présente section, une limite de terrain correspond aux limites cadastrales extérieures d'un lot ou d'un ensemble de lots constituant un terrain au sens prévu par le Règlement de zonage. Dans le cas d'un immeuble comportant plusieurs unités d'habitation, tel qu'un immeuble à logement, une copropriété ou un projet intégré, la limite du terrain correspond également aux limites physiques des autres unités d'habitation sur le terrain.

ARTICLE 17 Utilisation d'appareil, d'équipement ou de machinerie susceptibles de troubler la paix et le confort du voisinage

En dehors des heures d'activités normales, soit de 7 h à 21 h, du lundi au vendredi, et de 9 h à 18 h, le samedi et le dimanche, constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant du terrain :

- a) D'émettre ou de laisser émettre jusqu'à la limite du terrain un son dépassant de manière marquée le bruit ambiant normal par l'utilisation de tout appareil ou équipement produisant ou reproduisant un son, notamment une radio, une télévision, un système audio ou un instrument de musique ;
- b) D'émettre ou de laisser émettre jusqu'à la limite du terrain un son dépassant de manière marquée le bruit ambiant normal par l'utilisation de tout équipement ou machinerie destinés à l'entretien du terrain, notamment une tondeuse, un coupe-herbe ou une souffleuse ;
- c) D'émettre ou de laisser émettre jusqu'à la limite du terrain un son dépassant de manière marquée le bruit ambiant normal par l'utilisation de tout équipement ou machinerie pour des travaux de construction ou d'entretien du terrain ou d'un bâtiment, même s'il s'agit de travaux autorisés par un permis ou un certificat.

ARTICLE 18 Tapage

En dehors des heures d'activités normales, soit de 7 h à 21 h, du lundi au vendredi, et de 9 h à 18 h, le samedi et le dimanche, constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant du terrain :

- a) D'émettre ou de laisser émettre jusqu'à la limite du terrain le son de cris, de chants, d'acclamations ou de toute autre forme de clameurs ;
- b) D'émettre ou de laisser émettre jusqu'à la limite du terrain le son de sifflets, de cloches, de sirènes ou tout autre bruit insolite émis par un objet.

ARTICLE 19 Équipement accessoire occasionnant un bruit excessif

Constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain d'installer ou d'utiliser une thermopompe, un climatiseur, une pompe, un filtreur ou tout autre équipement similaire occasionnant un bruit dont le niveau de pression acoustique mesuré à la limite du terrain est supérieur à 55 dB (A). Le niveau de pression acoustique doit être mesuré en mode « 60 S Leq » qui est la dose rapportée à une durée d'une minute.

SECTION 4 NUISANCES LUMINEUSES

ARTICLE 20 Pollution lumineuse

Constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain :

- a) D'y installer ou d'y utiliser, ou d'y laisser installer ou utiliser, une source d'éclairage qui dirige son flux lumineux vers les fenêtres des habitations voisines, sauf s'il s'agit d'une source de lumière diffuse ;
- b) D'y installer ou d'y utiliser, ou d'y laisser installer ou utiliser, une source d'éclairage qui dirige son flux lumineux vers une rue ou un trottoir de manière à éblouir les usagers qui y circulent ;
- c) D'y installer ou d'y utiliser, ou d'y laisser installer ou utiliser, une source d'éclairage extérieur qui n'est pas dotée de visières de manière à limiter la perte de lumière vers le ciel.

ARTICLE 21 Source de lumière clignotante ou stroboscopique

Nonobstant les prévisions de l'article 20, constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain d'y installer ou d'y utiliser, ou d'y laisser installer ou utiliser, toute source de lumière clignotante ou lumière stroboscopique visible de l'extérieur du bâtiment.

CHAPITRE 3 NUISANCES POUR UN USAGE AUTRE QUE RÉSIDENTIEL ET POUR UN TERRAIN VACANT**SECTION 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES****ARTICLE 22 Concernant la définition de « terrain vacant »**

Dans le cadre de l'application du présent règlement, le terme « terrain vacant » désigne tout terrain qui ne fait pas l'objet d'un usage actif, qu'il y existe ou non une construction.

ARTICLE 23 Concernant la présence d'un usage résidentiel et d'un autre usage sur un même terrain

Si un usage résidentiel et au moins un autre usage sont présents sur un même terrain, alors les normes du chapitre 2 s'appliquent à la partie du terrain destinée à l'usage résidentiel et les normes du chapitre 3 s'appliquent au reste du terrain. Si la distinction entre la partie du terrain destinée à l'usage résidentiel et la partie destinée à un ou plusieurs usages non résidentiels ne peut être définie, alors les normes les plus restrictives s'appliquent.

SECTION 2 NUISANCE MATÉRIELLE**ARTICLE 24 Véhicules**

À part pour un usage principal de commerce automobile, ou pour un usage industriel similaire pour lequel le Règlement de zonage autorise spécifiquement un tel entreposage, constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain :

- a) D'y déposer ou d'y laisser déposer des carcasses d'un véhicule ou des parties d'un véhicule ;
- b) D'y déposer ou d'y laisser déposer des pièces de carrosserie ou des pièces mécaniques ou électriques d'un véhicule ;
- c) D'y déposer ou d'y laisser déposer des remorques qui ne se sont plus en état de servir ;
- d) D'y déposer ou d'y laisser déposer des bateaux ou autres embarcations qui ne se sont plus en état de servir ;
- e) D'y déposer ou d'y laisser déposer un véhicule hors d'état de fonctionner.

ARTICLE 25 Matériaux

À part pour un entreposage spécifiquement autorisé par les dispositions du Règlement de zonage dans le cadre des activités normales de l'usage principal, constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain :

- a) D'y entreposer ou d'y laisser entreposer des pièces de métal et d'alliage ;
- b) D'y entreposer ou d'y laisser entreposer des matériaux de construction, sauf s'il s'agit de matériaux nécessaires à des travaux autorisés par un permis de construction valide ;
- c) D'y accumuler ou d'y laisser s'accumuler des morceaux de bois, notamment des palettes, des branches et des souches, à l'exception des palettes utilisées pour un entreposage autorisé.

ARTICLE 26 Objets divers

À part pour un entreposage spécifiquement autorisé par les dispositions du Règlement de zonage dans le cadre des activités normales de l'usage principal, constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain :

- a) D'y accumuler ou d'y laisser s'accumuler des ferrailles, des déchets, des rebuts, des détritux, des pneus, des cartons, des papiers, des bouteilles vides ou des substances nauséabondes ;
- b) D'y accumuler ou d'y laisser s'accumuler des contenants de tout usage, de toute forme et de toute taille, à part pour les contenants exigés ou autorisés par la réglementation applicable, notamment pour la gestion des matières résiduelles ;
- c) D'y déposer ou d'y laisser déposer des souffleuses, des tracteurs à gazon et autres appareils similaires qui ne se sont plus en état de servir ;
- d) D'y déposer ou d'y laisser déposer des meubles d'extérieur ou d'intérieur, en entier ou en pièces, qui ne sont plus en état de servir ;
- e) D'y déposer ou d'y laisser déposer tout équipement accessoire qui n'est plus en état de servir.

ARTICLE 27 Pollution aérienne excessive

Constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain d'émettre ou de laisser émettre une pollution aérienne comme de la poussière, des résidus ou des odeurs nauséabondes dont l'intensité ne représente pas une conséquence raisonnable et prévisible des activités de l'usage principal.

SECTION 3 ENTRETIEN DU TERRAIN

ARTICLE 28 Eau et contaminant

Constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain :

- a) De permettre la présence d'eau stagnante, à l'exception des eaux naturelles dans un milieu humide ;
- b) De déverser ou de laisser déverser des eaux contaminées, des produits pétroliers ou chimiques ou quelque autre produit de nature fétide, inflammable, dangereuse ou polluante, à part dans des bassins spécifiquement prévus à cet effet conformément à toutes normes environnementales applicables.

ARTICLE 29 Aménagement paysager

Constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain :

- a) D'y laisser pousser des végétaux empiétant sur un trottoir ou sur une rue du domaine public de manière à entraver partiellement ou complètement le passage ou la visibilité des usagers du domaine public ;
- b) D'y laisser pousser des végétaux de manière à ce qu'ils endommagent un trottoir ou une rue du domaine public ;
- c) D'y laisser pousser l'herbe à une hauteur supérieure à trente (30) centimètres, mesurée à partir du sol, sauf dans une bande minimale de végétation près d'une rive. Dans le cas d'un terrain vacant, cette obligation ne s'applique que sur une bande de six (6) mètres s'étendant à partir de la bordure d'un trottoir, de la limite d'une chaussée et de la limite cadastrale d'un terrain voisin qui n'est pas vacant ;
- d) D'y laisser pousser des broussailles ;
- e) D'y laisser pousser des plantes constituant un risque pour la santé publique, en particulier l'herbe à puce, la berce du Caucase et l'herbe à poux ;
- f) D'y laisser un arbre mort ou dangereux.

ARTICLE 30 Matériaux de remblai prohibés

Constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain d'utiliser les matériaux suivants pour tout remblai :

- a) Déchets, rebuts ou ordures ménagères ;
- b) Béton, asphalte, brique et autres matériaux de construction ou rebuts de démolition ;
- c) Bois sous toutes ses formes.

SECTION 4 NUISANCES SONORES**ARTICLE 31 Limite du terrain**

Dans le cadre de l'application de la présente section, une limite de terrain correspond aux limites cadastrales extérieures d'un lot ou d'un ensemble de lots constituant un terrain au sens prévu par le Règlement de zonage.

ARTICLE 32 Cohabitation nocturne

En dehors des heures d'activités normales, soit de 7 h à 21 h, du lundi au vendredi, et de 9 h à 18 h, le samedi et le dimanche, constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain d'émettre ou de laisser émettre jusqu'à la limite du terrain un son dépassant de manière marquée le bruit ambiant normal, à moins qu'il ne s'agisse d'une conséquence raisonnable et prévisible des activités de l'usage principal.

ARTICLE 33 Bruit excessif

Constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain d'émettre ou de laisser émettre jusqu'à la limite du terrain un bruit intense et récurrent, sporadique ou continu, dont l'intensité ne représente pas une conséquence raisonnable et prévisible des activités de l'usage principal.

SECTION 5 NUISANCES LUMINEUSES**ARTICLE 34 Pollution lumineuse**

Constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain :

- a) D'y installer ou d'y utiliser, ou d'y laisser installer ou utiliser, une source d'éclairage qui dirige son flux lumineux vers les fenêtres des habitations voisines, sauf s'il s'agit d'une source de lumière diffuse ;
- b) D'y installer ou d'y utiliser, ou d'y laisser installer ou utiliser, une source d'éclairage qui dirige son flux lumineux vers une rue ou un trottoir de manière à éblouir les usagers qui y circulent ;
- c) D'y installer ou d'y utiliser, ou d'y laisser installer ou utiliser, une source d'éclairage extérieur qui n'est pas dotée de visières de manière à limiter la perte de lumière vers le ciel ;
- d) D'utiliser ou de laisser utiliser, en dehors des heures d'activités, toute source de lumière extérieure à l'exception de celle servant à assurer la sécurité des lieux.

ARTICLE 35 Source de lumière clignotante ou stroboscopique

Nonobstant les prévisions de l'article 34, constitue une nuisance et est prohibé le fait pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un terrain d'y installer ou d'y utiliser, ou d'y laisser installer ou utiliser, toute source de lumière clignotante ou lumière stroboscopique visible de l'extérieur du bâtiment.

CHAPITRE 4 NUISANCES SUR UNE PROPRIÉTÉ PUBLIQUE

SECTION 1 RESPECT D'UNE PROPRIÉTÉ PUBLIQUE

ARTICLE 36 Exceptions

Les éléments suivants ne constituent pas une nuisance au sens du présent règlement :

- Tout bruit ou lumière émis lors de travaux publics ou de voirie (déneigement, collecte des matières résiduelles, nettoyage des rues, etc.) ;
- Tout bruit ou lumière émis lors d'opérations et/ou d'activités communautaires ayant lieu sur une propriété publique ou un immeuble municipal ;
- Tout bruit ou lumière émis lors d'opérations d'urgence nécessaires pour assurer la sécurité des biens et/ou des personnes.

ARTICLE 37 Nuisances sur une propriété publique

En dehors des périodes et des lieux spécifiquement prévus pour la gestion des matières résiduelles, constitue une nuisance et est prohibé le fait de déposer ou de laisser déposer sur une propriété publique :

- a) Des ferrailles, pièces de métal et d'alliage, déchets, rebuts, détritux, papiers, bouteilles vides, substances nauséabondes, contenants ou ordures ménagères ;
- b) Des meubles d'extérieur ou d'intérieur, en entier ou en pièces ;
- c) Des équipements accessoires tels qu'une thermopompe ou un climatiseur ;
- d) Des constructions démontées, des parties de construction ou des matériaux de construction ;
- e) Des véhicules non immatriculés, des véhicules non fonctionnels, des carcasses, des parties de véhicules, des pièces automobiles et des pneus.

ARTICLE 38 Déversement prohibé

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de déverser ou de laisser déverser des eaux de piscine, des eaux contaminées, des produits pétroliers ou chimiques ou quelque autre produit de nature fétide, inflammable, dangereuse ou polluante sur une propriété publique.

CHAPITRE 5 DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 39 Dispositions générales

Quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement commet une infraction.

Une infraction au présent règlement rend le contrevenant passible des amendes suivantes (dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus) :

Tableau 1 : Amendes pour les infractions aux dispositions du présent règlement

	Personne physique		Personne morale	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
Première amende	500 \$	1 000 \$	1 000 \$	2 000 \$
Cas de récidive	1000 \$	2 000 \$	2 000 \$	4 000 \$

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent règlement et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits sont établis conformément au *Code de procédure pénale du Québec*, (RLRQ, chapitre C-25.1).

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

ARTICLE 40 Recours civils

En plus de recours pénaux, la Ville peut exercer devant les tribunaux tous les recours civils à sa disposition pour faire observer les dispositions du présent règlement.

ARTICLE 41 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ADOPTÉ À LA SÉANCE DU 9 JANVIER 2023

(S) Marc-André Guertin

MARC-ANDRÉ GUERTIN,
MAIRE

(S) Michel Poirier

MICHEL POIRIER,
GREFFIER ADJOINT